



EDITO DE RENTREE

C'est l'heure de la rentrée. Après des vacances bien méritées à surfer sur la vague olympique (c'est quand même moins risqué que sur la vasque olympique), retour à la réalité. La vraie vie, le quotidien, celle du pouvoir d'achat toujours en berne, la faute à une inflation qui n'a pas fait de trêve olympique. Et pourtant, qui n'a pas entendu cette douce musique médiatique. L'inflation augmente mais moins vite, la taxe foncière, quant à elle, serait victime d'une faible hausse (pourtant les valeurs locatives prennent +3,9 % et la hausse moyenne du taux de la taxe sur le foncier bâti, fixé par les conseils municipaux, est de +1,6%). Le porte-monnaie reste désespérément vide. Nos têtes pensantes, et Jupiter le premier, autoproclamé seigneur des anneaux, veulent nous contraindre à « *faire comme si* »... Comme si l'inflation avait disparu, comme si nos fins de mois n'étaient pas difficiles, comme si l'instabilité institutionnelle était une chimère, comme si tous nos problèmes et toutes nos préoccupations étaient tombés aux oubliettes. Et pendant ce temps-là, de l'au-delà, après s'être délecté d'une énième mélodie en sous-sol, en plein soleil et au bord de la piscine le samouraï reste fidèle au code bushido reposant sur 7 valeurs essentielles : l'honnêteté, le courage, la bonté, le respect, la sincérité, l'honneur et la loyauté. Ici-bas, nos gouvernants semblent les avoir oubliés... Le « Truman Show » s'est fini. La « réalité virtuelle », la « musk... isation » de la société c'est non. Le mardi 1^{er} octobre, c'est le premier jour de débat sur le budget à l'Assemblée nationale. Ce même jour, 9 syndicats de retraité.e.s appellent à l'action pour l'accès à la santé et gagner une augmentation de leurs pensions. La CGT se joint à ce qui doit être une puissante journée de grève et de manifestations interprofessionnelles pour gagner, entre autre, augmentation des salaires et des pensions, et leur indexation sur l'inflation, abrogation de la réforme des retraites à 64 ans, égalité salariale entre les femmes et les hommes, financement de nos services publics ou encore développement de l'emploi industriel en lien avec les enjeux environnementaux. Mais pour que la journée du 1^{er} octobre soit massive, il faut que dans toutes les professions, dans toutes les entreprises et les services publics les salarié.e.s répondent à l'appel à la grève à partir de leurs revendications professionnelles. Dans ce processus de construction du rapport de force, partout multiplions les échanges avec les salariés et portons les appels à la grève unitaire le 1^{er} octobre pour forcer le patronat, les parlementaires et le gouvernement à entendre nos revendications ! Parce que vos revendications sont vos préoccupations et vos priorités, faisons entendre notre voix. Ce n'est finalement rien d'autre que vos « *affaires courantes* » dont il est question...



Panem et circenses

L'expression est tirée du vers 81 de la Satire X du poète satirique latin Juvénal, qui lui donne un sens péjoratif. Elle dénonce le fait que ses compatriotes ne se préoccupent plus que de leur estomac et de leurs loisirs, du fait de la distribution de pain et l'organisation de jeux du cirque par les empereurs dans le but de s'attirer la bienveillance du peuple... Si la Châtaigne se préoccupe en effet de pouvoir remplir son frigo, les jeux n'ont pas suffi à lui faire oublier les conditions de travail qui restent bien difficiles, les salaires qui ne sont toujours pas à la hauteur ou les dernières élections passées qui n'ont toujours pas données lieu à un changement de gouvernement...

QUAND BERCY PLANE : La Terre vue du ciel (de Bercy), c'est l'impression que donne la lecture de cette nouvelle note d'orientation des SDIF pour le changement de vision du plan, tant elle semble éloignée des réalités du terrain. Il est difficile de faire le tour des nombreuses incohérences de cette note, mais la Châtaigne en a relevé quelques-unes. Tout d'abord, l'organisation des SDIF doit être identique sur le territoire, avec un seul service et des antennes possibles... (dans un premier temps). C'est une fois de plus faire fi de toutes les particularités locales (tant pour les usagers, que pour les agents). Le travail par cellule doit être privilégié, plutôt que le travail par secteur, au détriment de la connaissance globale du métier... Mais dans le même temps, tous les agents doivent aussi être en mesure de renforcer à chaque pic de charge les différentes cellules. Et en parcourant la note, on s'aperçoit vite que tout est prioritaire... Bilan de l'opération dans des services en sous-effectif, on gère la crise en permanence en mettant de côté des travaux en attendant qu'ils deviennent plus prioritaires qu'un autre. Les géomètres peuvent faire leurs missions usuelles mais font partie des services et doivent participer aux tâches communes de ceux-ci, et éventuellement faire du topo : c'est la mort à court terme du travail sur le terrain sans vouloir le dire explicitement. On apprend aussi que les géomètres ont vu leurs effectifs stabilisés grâce à une « *excellente gestion* » de l'administration des entrées et des sorties suite la GPEEC (gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences) de 2022. Voilà qui pourrait être rassurant, mais le taux de vacances dans la catégorie est de 8 % faute de recrutement... Si ça c'est de la bonne gestion... Voici donc quelques exemples du chantier annoncé dans cette note, mais ne vous inquiétez pas un encadrement renforcé est prévu pour aider à sa mise en place et à la réforme des SDIF... Moins d'exécutants et plus d'encadrants, drôle de façon de faire face à l'augmentation des tâches. La terre vue du ciel c'est aussi la mise en place du grand projet de Bercy avec lequel il fait sa pub depuis 2 ans : le report sur le plan des dessins faits par l'IA à partir des orthophotos de l'IGN, la suite du Foncier Innovant. Alors qu'on savait depuis plusieurs mois en off que cela n'avancait pas en réalisation, Bercy a décidé de poursuivre quand même le projet et de passer au report sur le plan pour ne pas perdre la face, comme l'indiquait la note sortie le 13 mai 2024 qui portait le titre pompeux d'industrialisation du Foncier Innovant. Avec un taux de détection de 50 à 60 % et une nécessité de retoucher les dessins avant leur report au plan on est sur une forme d'industrialisation assez calamiteuse. Un tel indicateur serait une catastrophe dans la plupart des services, mais quand il vient de Bercy sur un de ses projet c'est une réussite. Réussite qui aurait pu laisser la part belle aux levés topo si les géomètres avaient encore le droit d'aller sur le terrain... Là cela donne comme perspective un plan cadastral plein de trous en zone rurale et entièrement vide en zone urbaine puisque l'IA ne fonctionne toujours pas. Le tout avec une périodicité de 3 ans puisque c'est le temps de rotation des photos IGN sur les départements. Est-il nécessaire de rappeler que l'un des buts affichés du foncier Innovant était de réduire le retard des levés des géomètres ? Avec une périodicité affichée de 3 ans, difficile de prétendre parvenir à cela. Pour faire bonne figure et parce qu'elles sont tellement énormes qu'elle ne peut pas les passer sous silence, l'administration reconnaît quand même quelques erreurs et difficultés en pointant notamment GMBI et la mise en place de la TU, sans y apporter de solutions ni réelles perspectives au regard de ce qui se passe dans les services actuellement. Cette note d'orientation non datée parce que censée s'étaler dans le temps est l'illustration de ce que sont devenus les services fonciers : un chantier sans fin où de nouveaux travaux sont entrepris sans attendre la fin des précédents ni en avoir réglé les problèmes. La seule chose qui est ignorée c'est la souffrance des agents au milieu de ce caharnaüm.



Les Jeux sont faits

Les tricolores touchent une prime de 80 000 € pour l'or, 40 000 pour l'argent et 20 000 pour le bronze. Mais attention ces montants sont soumis à l'impôt. Ainsi, Léon Marchand, qui a touché 340 000 € (4 médailles d'or et 1 de bronze) doit, en vertu de sa résidence fiscale aux États-Unis, reverser 15 % de cette somme, soit 51 000 €, à l'administration fiscale. Douche froide, certainement pas, Léon aurait déclaré, selon des sources non officielles : « *Cette somme va me permettre de faire le grand plongeon. Sans l'aide de gros bonnets. Je vous rassure aucun de mes projets ne tombent à l'eau...* » Propos non fictifs malheureusement... « *Fiscaliser ça ? Je trouve que c'est une honte* » s'est insurgé David Douillet le 5 août 2024. Mais vouloir créer une exception n'est-ce pas contraire au principe républicain d'égalité devant l'impôt ? Le roi des tatamis a juste oublié que c'est alors qu'il est ministre des Sports du gouvernement Fillon qu'a été prise la décision de soumettre à l'impôt sur le revenu les primes des athlètes. Ou comment se faire un ippon à soi-même.

Hong Kong a octroyé 768 000 € pour l'or (et se révèle 4 fois moins généreuse avec ses athlètes paralympiques!!), quand les Britanniques et les Suédois doivent se contenter de l'admiration de leurs compatriotes. Et que dire de cet heureux gymnaste Philippin, double médaillé d'or, qui s'est vu offrir par son pays une maison...et des coloscopies à vie.

Triste réalité. 3 anciens médaillés Cubains, qui ne peuvent subvenir à leurs besoins les plus essentiels, tels que la faim, viennent de mettre aux enchères leurs médailles, à un prix qui correspond pour eux à l'équivalent de dizaines d'années de salaire.

Équipe à Distance Raisonnable ?

Certaines Directions des Finances Publiques imposent aux agents de l'Équipe de Renfort une affectation sur leur résidence administrative pour travailler à distance ou en télétravail contraint. C'est écoresponsable il paraît... C'est surtout faire de l'EDR une super variable d'ajustement, non seulement en termes d'effectifs mais aussi en termes budgétaires. Encore une volonté frénétique de réduction de la dépense publique en négligeant de manière indécente la réalité des conditions de travail des agents, fruit d'une vision purement utilitariste ne prenant en aucun cas en considération l'intérêt du service. Le volontariat base du télétravail est nié, au nom du verdissement. L'EDR c'est une mobilité géographique et fonctionnelle, qui vient renforcer les services par ses connaissances et ses appuis techniques. Quels apports à distance ? Sans doute une nouvelle forme de droit à la déconnexion... aux collectifs de travail. Et que dire des contraintes auxquelles sont soumis les EDR, reconnues par une ACF « *sujétions particulières* » ? Car à distance moins de contraintes, la remise en cause de l'ACF et de leur statut, est-ce cela la prochaine étape ?



Ainsi fonds, fonds, fonds...

Gabriel Attal, premier ministre démissionnaire, qui a déjà traversé plusieurs rues pour trouver un maroquin, voudrait mettre en place un impôt participatif. Chaque contribuable pourrait déterminer l'usage d'une partie de son impôt. L'Italie utilise en quelque sorte ce mécanisme, puisque les citoyens peuvent indiquer sur leur déclaration de revenus à quoi ils veulent consacrer 0,8 % de leur impôt. Ils ont le choix entre, une religion, qui a conclu un accord avec l'État, et des actions humanitaires et sociales menées par les pouvoirs publics. Si le but semble louable, certains pointent du doigt le fait que le fléchage de l'impôt pourrait permettre aux plus riches de peser davantage sur les actions de l'État, au détriment des plus pauvres. Quand on sait que durant le premier quinquennat, les 500 familles les plus riches ont doublé leur richesse, la châtaigne a bien peur que l'impôt participatif soit une fausse bonne idée. De la fameuse idée à la fumeuse idée, il n'y a qu'un pas... La question de l'utilisation des fonds publics génèrent des mots et des maux. Prenons l'exemple du CHU de Nantes. En juillet 2024, il s'est doté d'un nouveau logo pour la modique somme de 185 000€, pour rendre le Centre Hospitalier plus glamour et plus attrayant aux yeux des médecins. Depuis juin 2024, les patients peuvent patienter jusqu'à 72 heures aux urgences avant d'être soignés. Ils ne devraient pas attendre plus de 12 heures sur des lits de fortune, pourtant le temps moyen serait de 48 heures. Entre juillet et août 2024, 4 patients sont morts, une centaine de lits ont fermés faute de personnel, mais le logo lui est flambant neuf... De la bonne utilisation des deniers publics.

La Châtaigne d'Honneur :

La Châtaigne d'Honneur de cette rentrée est attribuée à la porte-parole du gouvernement démissionnaire, Prisca Thevenot, qui le 12 août sur Sud Radio indiquait : « *Je pense qu'aujourd'hui il ne s'agit pas simplement d'avoir une personne qui est capable de faire des visites officielles improvisées [...]* Au moment où nos démocraties sont extrêmement fragilisées par un certain nombre de sujets, il faut plus que jamais se rappeler du fonctionnement de nos institutions et s'y coller », a-t-elle insisté, rappelant « *c'est le président de la République et lui seul qui nomme le Premier ministre.* » Donc, si on comprend bien le discours, à part ceux déjà en place, il n'y a pas grand monde de compétent... Mince, les électeurs sont vraiment des cons.